

**SIVOM DU LITTORAL DES MAURES
CAVALAIRE-SUR-MER – LA CROIX VALMER**

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

D E L I B E R A T I O N N° 2025-02-04-20

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°2 – M57 M4 (MAISON FUNERAIRE)

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi 30 juin, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 23 juin se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de séance de M. Bernard JOBERT, Vice-Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres en exercice : 8

Membres présents :

Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer
Philippe VANDEVELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Catherine WYDOOGHE, Conseillère municipale, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer

Membre excusé :

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer

A été élu secrétaire de séance : Philippe VANDEVELDE

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-1 et suivants,
Vu l'article L.2224-2 du CGCT relatif à l'équilibre financier des services publics industriels et commerciaux,
Vu la délibération n°2025-04-02-08 du 24 mars 2025 approuvant les budgets primitifs M49, M57, M4 (maison funéraire) et M4 (caveaux),
Vu la délibération n°2025-04-03-14 du 22 mai 2025 approuvant la décision modificative n°1 – M49 et M57,
Considérant que la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer constitue un service public industriel et commercial géré en régie dotée de l'autonomie financière,

L'article L 2224-2 du CGCT interdit aux collectivités de rattachement de prendre en charge dans leur budget propre, des dépenses au titre des services gérés en service public industriel et commercial. Toutefois, cet article prévoit des dérogations à ce strict principe de l'équilibre.
Ainsi, la collectivité de rattachement peut notamment décider une prise en charge des dépenses du SPIC par son budget général, lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissement qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Considérant que le système de climatisation de la maison funéraire, équipement indispensable au bon fonctionnement du service (conservation des corps, respect des conditions sanitaires et d'accueil), est tombé en panne et ne peut être réparé,

Considérant que le remplacement intégral de cet équipement constitue une dépense d'investissement imprévue mais indispensable à la continuité du service public,

Considérant que le budget annexe M4 « maison funéraire » ne dispose pas des crédits nécessaires pour assurer cette dépense urgente au regard de l'activité de maison funéraire,

Considérant que les tarifs de la maison funéraire ont fait l'objet d'une actualisation au 1^{er} janvier 2025 et qu'une nouvelle modification n'est pas envisageable dans l'immédiat,

Considérant que, de manière exceptionnelle, et afin d'assurer la continuité du service, un virement de crédits peut être effectué du budget principal M57 au budget annexe M4 « maison funéraire »,

Considérant que cette opération ne saurait être reconduite de manière pérenne et ne remet pas en cause l'autonomie de gestion du service,

Considérant que ce virement de crédits sera pris en charge par l'augmentation des participations des communes (recettes de la section de fonctionnement du budget M57),

Il est donc proposé aux délégués syndicaux :

- de verser au budget annexe « maison funéraire » une subvention exceptionnelle de 9 000 € destinée à financer ces dépenses d'investissement permettant ainsi de l'équilibrer,
- que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal et au budget annexe par décision modificative détaillée ci-dessous :

Plages et cimetière - M57			
Section de fonctionnement			
Dépenses	CIM	NET	TOTAL
023 – Virement à section d'inv	9 000,00 €		9 000,00 €
TOTAL	9 000,00 €		9 000,00 €

Plages et cimetière - M57			
Section de fonctionnement			
Recettes	CIM	NET	TOTAL
74741 – Participat° des communes	9 000,00 €		9 000,00 €
TOTAL	9 000,00 €		9 000,00 €

Plages et cimetière - M57			
Section d'investissement			
Dépenses	CIM	NET	TOTAL
20415341 – Biens mobiliers, matériel et études – budget annexe à caractère industriel et commercial	9 000,00 €		9 000,00 €
TOTAL	9 000,00 €		9 000,00 €

Plages et cimetière - M57			
Section d'investissement			
Recettes	CIM	NET	TOTAL
021 – Virement de la section d'inv	9 000,00 €		9 000,00 €
TOTAL	9 000,00 €		9 000,00 €

Maison funéraire– M4	
Section d'investissement	
Dépenses	TOTAL
2135 – Install générales, agencements	9 000,00 €
TOTAL	9 000,00 €

Maison funéraire– M4	
Section d'investissement	
Recettes	TOTAL
1315 – Subventions d'équipement – groupement de collectivités	9 000,00 €
TOTAL	9 000,00 €

Le Comité Syndical,

Oùï, l'exposé du Vice-Président,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents, décide :

- **D'APPROUVER** le versement d'une subvention d'équipement d'un montant de 9 000 € pour la section d'investissement du budget annexe « maison funéraire ».
- **D'APPROUVER** les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

A Cavalaire-sur-Mer,

Les jours, mois et an ci-dessus

Le Vice-Président,
Bernard JOBERT



Le secrétaire de séance,
Philippe VANDEVELDE



PL